

ENTREVUE AVEC FRÉDÉRIC ENCEL  
2004  
**David Bensoussan – Les Éditions Du Lys**

Q : Lorsque la guerre froide prit fin, il devint clair que désormais, les alliances internationales et les zones d'influence des grandes puissances allaient changer. Toutefois, depuis la chute du mur de Berlin, la cause de certains revirements d'alliance et de réalignements politiques n'est pas toujours évidente. La guerre d'Irak a notamment mis au grand jour des désaccords profonds entre les grandes puissances.

F.E: Oui et non. D'abord, il n'existe à ce jour qu'une seule réelle grande puissance. Ensuite, celle-ci - les États-Unis - n'a pas réellement rencontré de blocages de la part des anciens adversaires principaux qu'étaient la Russie et la Chine, même si Poutine a tenu la dragée haute à Bush sur l'affaire du pétrole irakien. Quant à l'Europe, seule la France a posé problème à l'Administration américaine sur ce dossier.

Q: Comment par exemple, expliquer les motivations des rapprochements et des distanciations de la Russie par rapport à l'Occident ?

F.E.: La Russie n'a guère le choix pour rebâtir une économie stable : elle doit coopérer avec l'Europe, mais surtout les États-Unis. Les achats pétroliers constituent notamment une source primordiale pour ne pas dire vitale pour la Russie d'aujourd'hui, et ses clients naturels et gros consommateurs sont à l'Ouest. Par ailleurs, de nombreux produits technologiques à haute valeur ajoutée sont importés par Moscou. Cela dit, cette coopération se fait dans le cadre pragmatique des échanges de bons procédés politiques ; ainsi, nul n'ose plus rappeler à M. Poutine que son armée commet des exactions en Tchétchénie, commerce oblige...

Q: Pourquoi la Russie s'est-elle désaligné de l'initiative américaine contre l'Irak ?

F.E.: L'Irak devait 8 milliards de dollars à la Russie. Qui paierait après Saddam ? Idem pour Loukoïl et d'autres pétrolières russes à qui le dictateur avait promis de vastes zones de prospection et d'extraction ; qu'advierait-il de ces contrats ? Poutine souhaitait que Bush ne l'oublie pas en brisant le régime irakien.

Q: On a parfois l'impression que l'Allemagne a confié sa politique extérieure à la France. Est-ce le cas ?

F.E. : Ou l'inverse. Au fond, certains arguments développés par le Quai d'Orsay au cours de la crise irakienne relevaient davantage du pacifisme allemand traditionnel depuis 1945 que du pragmatisme. D'autre part, au Proche-Orient notamment, Berlin joue activement son rôle de partenaire de plus en plus présent. Je crains donc que Paris s'aligne sur Berlin dans certains domaines que l'inverse.

Q: La volonté française de forger une position politique européenne et d'y jouer un rôle prépondérant s'est accompagnée d'une critique virulente envers la politique américaine. Est-il possible de bâtir l'Europe sans créer une cassure avec les États-Unis ?

F.E. : On ne crée aucune entité politique unie sans adversaire. Certains diplomates et stratégestes français ont cherché manifestement à jouer du levier anti-américain pour renforcer une unité européenne autour de la France. Le moins qu'on puisse dire est qu'il s'est agi d'un échec cuisant, surtout à l'Est du continent.

Q: Jusqu'à la guerre d'Irak, la Turquie semblait être un allié inconditionnel des USA. Pourtant, les atermoiements de la Turquie relativement au passage des troupes américaines sur son territoire ne semblaient pas être dans l'ordre des choses habituel... Que s'est-il passé ?

F.E. : Le gouvernement au pouvoir n'est pas issu des lycées d'élite kémalistes comme naguère, mais du bazar. Ce sont des gens qui entretiennent une perception moins occidentaliste et plus musulmane, sans toutefois qu'on puisse parler d'islamisme, et leur façon de négocier est différente. Cela dit, la crise a été dépassée puisqu'en échange d'une aide financière et la promesse de non-crédation d'un État kurde au nord de l'Irak, Ankara a finalement envoyé des techniciens et conseillers auprès de la coalition.

Q: Comment expliquer le revirement saoudien et notamment le refus de laisser aux Américains le droit d'utiliser leurs bases militaires en Arabie saoudite pour entreprendre des raids en Afghanistan ou en Irak ?

F.E. : L'affaire irakienne est en fait saoudienne : depuis le 11 septembre, les Américains sont convaincus que la vieille alliance avec les Séoud est pourrie, et que le régime corrompu et faible de Ryad s'effondrera. Dans ce schéma, Washington avait intérêt à quitter le pays à condition de pouvoir le

surveiller de près à partir, par exemple, de la longue frontière irakienne.

Q: Où se situe Israël dans le nouveau rapport de forces entre les grandes puissances ?

F.E. : Jamais Israël n'a connu un tel degré de puissance militaire, économique et même diplomatique relativement à ses ennemis. En dépit de la meurtrière confrontation avec les Palestiniens, aucun des États arabes ayant des relations avec l'État hébreu ne les a remises en cause. Plus éloquent encore : l'acceptation par Téhéran du protocole additionnel de l'AIEA dans le domaine du nucléaire. En géopolitique, l'important n'est pas d'être aimé, mais d'être craint...